



Image d'illustration.

© NurPhoto via Getty Images

TECHNOLOGIE

Huawei, une ombre sur la Suisse

Accusée d'espionnage, la société chinoise est au cœur de la vie des Suisses, du réseau mobile de Sunrise au réseau fixe de Swisscom, en passant par la vente de smartphones. Si la pression augmente sur la société chinoise, les opérateurs suisses lui témoignent une pleine confiance

5 minutes de lecture

◆ Téléphonie ◆ Technologies ◆ sécurité

Anouch Seydtaghia

Publié mardi 12 février 2019 à 12:41, modifié mardi 12 février 2019 à 15:17.

Etats-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande, Norvège, Lituanie et peut-être demain Allemagne ou France... Chaque jour ou presque, la liste des pays qui bannissent ou enquêtent sur Huawei s'allonge. L'équipementier télécom chinois fait peur. Accusé d'espionnage, soupçonné de collusion avec le pouvoir de Pékin, Huawei est au cœur d'une tempête sans précédent. Une tempête qui touche de très près la Suisse, la multinationale

fournissant notamment le réseau mobile de Sunrise et une partie du réseau fixe de Swisscom. Voici, en sept points, les enjeux d'une bataille planétaire.

Lire les propos de Felix Kamer, vice-président de Huawei Suisse: «Nous n'installerons jamais de porte dérobée»

1. Que reproche-t-on à Huawei?

Les Etats-Unis, qui ont banni les équipements de Huawei sur leur territoire, le soupçonnent d'installer des *backdoors*, ou «portes dérobées». En d'autres termes, des accès aux services secrets chinois pour contrôler les communications qui transitent via ses équipements tant fixes que mobiles. Washington reproche en effet à la société d'être trop proche du pouvoir chinois, d'autant plus qu'une loi locale force les sociétés à collaborer avec les services de renseignement. Les Etats-Unis accusent enfin Huawei de vol de technologie. Mais Washington n'a jusqu'à présent, pour chacune de ces accusations, pas apporté publiquement la moindre preuve.

Une chronique: Huawei: c'est de la politique, stupide!

2. Que fait Huawei en Suisse?

La société est surtout connue du grand public pour ses smartphones (8% du marché helvétique), à la qualité saluée par les critiques et qui rivalisent avec les appareils haut de gamme de Samsung et d'Apple. Huawei construit, entretient et développe aussi le réseau mobile de Sunrise et sera très certainement son fournisseur pour la 5G. Huawei fournit aussi, sur le fixe, des solutions à Swisscom pour augmenter le débit des réseaux cuivre. Enfin, la société chinoise est prestataire informatique de plusieurs sociétés suisses, dont Schindler. Huawei compte environ 350 employés en Suisse, principalement à Dübendorf (ZH).

3. Faut-il se méfier de cette société?

Les experts sont prudents. «Il faut sécuriser les infrastructures critiques, quelle que soit la marque des équipements utilisés. A ma connaissance, il n’y a eu encore aucun cas avéré de mouchards dans des équipements Huawei. Par contre, il est connu que le gouvernement chinois, comme d’ailleurs le gouvernement américain et d’autres, exploite des failles dans toutes sortes d’équipements pour faire de l’espionnage», détaille Philippe Oechslin, directeur de la société Objectif Sécurité à Gland (VD).

Un avis que partage Steven Meyer, directeur de la société de cybersécurité ZENData, à Genève: «Il faut se méfier de technologies venant de pays dans lesquels nous n’avons pas confiance. Les révélations d’Edward Snowden nous ont montré que les Etats-Unis espionnaient autant que possible, dès que possible... La différence avec la Chine est qu’il s’agit d’un pays plutôt totalitaire et que ses intérêts ne sont pas forcément alignés avec ceux de la Suisse.»

Notre revue de presse fin janvier 2019: Huawei Technologies au cœur d’une terrible guerre froide numérique

4. Les risques seront-ils accrus avec la 5G?

A priori oui, comme le détaille Steven Meyer: «Avec la 5G, contrairement aux autres générations, il n’y a plus vraiment la notion d’infrastructure centrale et périphérique. Chaque élément de l’infrastructure aura accès à une part importante de l’infrastructure globale et pourra accéder à des informations sensibles et les contrôler. Ce qui veut dire qu’une vulnérabilité ou une porte dérobée dans l’infrastructure peut compromettre tout le réseau. Il faut donc que tous les éléments soient de confiance.» La 5G permettra aussi de connecter un nombre beaucoup plus élevé de machines (voitures, systèmes industriels, etc.), ce qui décuple les risques.

A ce sujet: Voici comment la 5G se déploiera en Suisse

5. Que disent Sunrise et Swisscom?

Sunrise rappelle que «depuis les premières allégations des politiciens américains en 2008, aucune irrégularité n’a été constatée dans l’équipement ou les logiciels de Huawei, et aucune preuve concluante n’a

été fournie à l'appui des allégations contre la société. Les allégations sont fondées uniquement sur le contexte politique», selon un porte-parole. Du coup, l'opérateur, est «totalement satisfait de la qualité de Huawei et n'a nullement l'intention de changer de fournisseur de technologie». Sunrise «contrôle régulièrement son réseau mobile [...]. En parallèle, la sûreté est vérifiée et confirmée par des spécialistes externes. De plus, les flux de données sont constamment surveillés et les services de la téléphonie mobile à nos clients sont conçus de sorte que les fuites de données deviennent hautement improbables.»

Swisscom assure, par la voix de Philippe Vuilleumier, son responsable sécurité, avoir «régulièrement des échanges avec des homologues étrangers. Nous suivons de très près cette affaire mais n'avons aucune raison de douter de la fiabilité de Huawei.» Le responsable affirme que cette société n'a normalement pas accès aux données de Swisscom, et que «si un accès doit être donné pour une opération de maintenance, par exemple, nous surveillons de très près ce qui se fait». Philippe Vuilleumier explique aussi que des contacts réguliers ont lieu avec des autorités de la Confédération – «car il s'agit d'infrastructures jugées critiques» – mais se refuse à dire si ces contacts se sont intensifiés ces dernières semaines.

6. Les opérateurs seraient-ils capables de détecter une éventuelle tentative de piratage?

Les opérateurs affirment qu'ils font le maximum, sans donner de garantie absolue. «J'imagine que les opérateurs suisses sécurisent bien leur infrastructure télécom contre des accès non autorisés par les constructeurs ou d'autres parties. Ils y sont d'ailleurs tenus par la loi», avance Philippe Oechslin. De son côté, Steven Meyer affirme qu'il faudrait une équipe d'experts formés pour détecter une telle attaque. «Mais si Huawei fait «bien» son travail, ce sera quasiment impossible à détecter», reconnaît le spécialiste. Rappelons qu'aucun opérateur au niveau mondial n'a rapporté, preuve à l'appui, une quelconque tentative d'intrusion de la part de la société chinoise.

7. La Suisse pourrait-elle bannir Huawei?

C'est pour l'heure improbable. Mais des parlementaires veulent en savoir plus. Les 1 et 2 avril, la commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats évaluera les risques que peut faire peser Huawei. Les membres de cette commission devraient sonder le Service de renseignement de la Confédération et le Département fédéral de la défense pour connaître leur avis.

En novembre 2018: Banni par plusieurs pays, Huawei veut s'étendre en Suisse

PUBLICITÉ

Anouch Seydtaghia
@Anouch

Journaliste éco/finance, spécialisé dans les nouvelles technologies, intéressé par les voitures autonomes, la cybersécurité et les start-up

PUBLICITÉ

La dernière vidéo

_____ toutes les vidéos